



**MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET  
EUROPÉENNES**

**MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, DE L'OUTRE MER, DES  
COLLECTIVITÉS TERRITOTIALES ET DE L'IMMIGRATION**

# **ÉLECTION DE DÉPUTÉS PAR LES FRANÇAIS ÉTABLIS HORS DE FRANCE**

---

**MEMENTO A L'USAGE DES CANDIDATS**

---

9 mai 2012

## SOMMAIRE

SOMMAIRE .....	2
1. Généralités .....	3
1.1. Textes applicables à l'élection de députés par les Français établis hors de France .....	3
1.2. Date des élections.....	4
1.3. Modalités de vote .....	4
2. Candidature .....	4
2.1. Conditions d'éligibilité : les inéligibilités relatives aux fonctions exercées.....	4
2.2. La déclaration de candidature .....	5
2.2.1. <i>Contenu de la déclaration de candidature</i> .....	5
2.2.2. <i>Le dépôt et l'enregistrement des candidatures</i> .....	6
3. Communication des Listes électorales consulaires .....	7
4. Campagne électorale et propagande des candidats .....	8
4.1. Durée de la campagne électorale .....	8
4.2. Moyens de propagande autorisés .....	9
4.2.1. <i>Réunions</i> .....	9
4.2.2. <i>Affiches</i> .....	9
4.2.3. <i>Bulletins de vote et circulaires</i> .....	10
4.2.4. <i>Remboursement des dépenses de propagande</i> .....	13
5. Représentants des candidats.....	14
5.1. Représentants des candidats à l'élection de députés par les Français établis hors de France.....	14
5.2. Assesseurs et délégués .....	14
6. Comptes de campagne et remboursement des frais de campagne .....	15
6.1. Ouverture d'un compte bancaire unique .....	15
6.2. Remboursement forfaitaire des dépenses de campagne.....	16
6.3. Remboursement forfaitaire des frais de transport.....	16
ANNEXES .....	17
Annexe 1 – Les 11 circonscriptions législatives .....	17
Annexe 2 – Calendrier prévisionnel.....	20
Annexe 3 – Décret n° 2011-367 du 4 avril 2011 authentifiant la population .....	22
des Français établis hors de France au 1er janvier 2011.....	22
Annexe 4 – Liste des établissements en gestion directe. ....	23
Annexe 5 – Arrêté du 5 octobre 2011 pris pour l'application de l'article L. 330-6-1 du code électoral.....	25
Annexe 6 – Arrêté du 5 octobre 2011 pris pour l'application de l'article L. 330-9 du code électoral.....	26
Annexe 7 – Arrêté du 4 avril 2012 fixant les tarifs maxima de remboursement des frais d'impression des documents électoraux et d'apposition des affiches pour l'élection de députés par les Français établis hors de France.....	27
Annexe 8 – Décret n° 2012-558 du 25 avril 2012 portant convocation des électeurs pour l'élection des députés à l'Assemblée nationale.....	29
Annexe 9 –Nombre de bulletins de vote, de professions de foi et d'affiches pouvant à imprimer	31
Annexe 10 –Arrêté du 4 mai 2012 fixant la date limite de remise des exemplaires imprimés des circulaires, des bulletins de vote et des affiches électorales par les candidats à l'élection de députés par les Français établis hors de France .....	32

## 1. Généralités

Pour la première fois en 2012, les Français établis hors de France seront amenés à élire onze députés à l'Assemblée nationale.

Les futurs candidats à l'élection de députés par les Français établis hors de France sont invités à consulter le présent mémento préparé par le ministère des affaires étrangères et européennes et le ministère de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration. Il recense en effet **les règles spécifiques** applicables à cette élection. Les questions relevant du droit commun électoral seront traitées, le moment venu, dans le mémento à l'usage de tous les candidats que publiera le ministère de l'intérieur.

Le présent mémento est disponible sur le site Internet du ministère des affaires étrangères et européennes ([www.diplomatie.gouv.fr](http://www.diplomatie.gouv.fr)) et sur le site Internet du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration ([www.interieur.gouv.fr](http://www.interieur.gouv.fr)). Les candidats sont invités à se reporter également au mémento à l'usage des candidats aux élections législatives en métropole et outre-mer, qui a été publié en février par le ministère de l'intérieur.

Pour toute question complémentaire, les futurs candidats peuvent contacter :

- Le bureau des élections du ministère des affaires étrangères et européennes, (listes électorales consulaires, modalités de campagne, propagande électorale, opérations de vote, information des électeurs)

27 rue de la Convention – CS 91 533 – 75732 PARIS Cedex 15  
([assistanceelections.fae@diplomatie.gouv.fr](mailto:assistanceelections.fae@diplomatie.gouv.fr)) ;

- Le bureau des élections du ministère de l'intérieur de l'Outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration, (dépôts de candidatures, inéligibilités et incompatibilités, remboursement des frais de campagne après approbation du compte par la CNCCFP)

Place Beauvau 75008 Paris ([elections@interieur.gouv.fr](mailto:elections@interieur.gouv.fr)) ;

- La commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques, (modalités financières de la campagne : dépenses admissibles, plafonds de dépenses, mandataires financiers, reçus-dons, dépôt du compte de campagne)  
34-36 rue du Louvre - 75042 Paris Cedex 1 (01 44 09 45 09). Cette commission a élaboré un guide du candidat et du mandataire 2011, disponible sur site internet et mis à jour régulièrement ([www.cnccfp.fr](http://www.cnccfp.fr)). Pour les questions relatives aux comptes de campagne et aux remboursements des frais de campagne, les futurs candidats sont invités à s'y référer.

Sauf précision contraire, les articles cités sont ceux du code électoral.

### 1.1. Textes applicables à l'élection de députés par les Français établis hors de France

- Constitution : art. 24 et 25 ;
- Loi organique n° 76-97 du 31 janvier 1976 relative aux listes électorales consulaires et au vote des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la république, dans sa rédaction issue de la loi organique n° 2011-410 du 14 avril 2011 relative à l'élection des députés et des sénateurs ;
- Code électoral :

*Partie législative* : Titres I et II du livre Ier, sous réserve des dispositions prévues aux articles LO 328 et 329, L. 330 à L. 330-16

*Partie réglementaire* : Titre I du Livre Ier, sous réserve des dispositions prévues au livre III, soit:

- art. R. 5-1, R. 12, R. 14 (alinéa 2), R. 15-1 à R. 15-6, R. 26, R. 27, R. 28 (alinéa 4), R. 29, R. 30, R. 33, R. 34, R. 36, R. 38 à R. 40, R. 42, R. 44 à R. 55, R. 57 à R. 61, R. 62 à R. 66, R. 66-2 à R. 69, R. 71 à R. 80, R. 94 à R. 106, R. 108, R. 109.
- art. R 172 à R 179-1.

Tableau n° 1 ter annexé au code électoral

## **1.2. Date des élections**

Pour l'élection de députés par les Français établis hors de France, le scrutin a lieu les **dimanches 3 et 17 juin 2012**.

Toutefois, par dérogation, dans les ambassades et les postes consulaires situés sur le continent américain (1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> circonscriptions électorales), le scrutin a lieu les **samedis 2 et 16 juin 2012**.

## **1.3. Modalités de vote**

Par dérogation au droit commun électoral et afin de tenir compte des spécificités de l'élection de députés par les Français de l'étranger, quatre modalités de vote ont été prévues par le législateur :

- le vote à l'urne en personne ;
- le vote par procuration ;
- le vote par correspondance électronique ;
- le vote par correspondance sous pli fermé. **Cette modalité de vote est réservée aux électeurs en ayant fait le choix.** Ce choix doit être effectué auprès de l'ambassadeur ou du chef de poste consulaire au plus tard le 1<sup>er</sup> mars de l'année de l'élection, soit le 1<sup>er</sup> mars 2012 (Art. R. 176-4).

# **2. Candidature**

## **2.1. Conditions d'éligibilité : les inéligibilités relatives aux fonctions exercées**

Outre les inéligibilités de droit commun, l'article LO 329 fixe la liste des personnes inéligibles au mandat de député élu par les Français établis hors de France, en raison de l'exercice de fonctions susceptibles d'influencer les électeurs.

Ainsi, les chefs de mission diplomatique et les chefs de poste consulaire ne peuvent pas faire acte de candidature dans toute la circonscription incluant le ressort dans lequel ils exercent ou ont exercé leurs fonctions depuis moins de trois ans à la date du scrutin.

Ne pourront non plus être élus dans toute la circonscription incluant le ressort dans lequel ils exercent ou ont exercé leurs fonctions depuis moins d'un an à la date du scrutin :

- les adjoints des chefs de mission diplomatique et des chefs de poste consulaire ;
- les chefs de missions militaires et des services civils placés auprès d'eux, ainsi que leurs adjoints ;
- les consuls honoraires ;

- les officiers exerçant un commandement dans la circonscription.

**NB :** L'article LO 329 ne s'applique qu'aux ambassadeurs accrédités auprès d'un Etat étranger et investis à ce titre, conformément à l'article 3 de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques du 18 avril 1961, de la mission de « *protéger dans l'Etat accréditaire les intérêts de l'Etat accréditant et de ses ressortissants* ».

Il ne s'applique donc pas aux ambassadeurs, représentants permanents de la France auprès d'organisations internationales<sup>1</sup>.

## **2.2. La déclaration de candidature**

### *2.2.1. Contenu de la déclaration de candidature*

La déclaration de candidature est établie en double exemplaire pour chaque tour de scrutin (Art. L. 157).

Il peut s'agir d'un original et d'une copie. La déclaration peut être rédigée sur papier libre ou sur le modèle fourni par le ministère de l'intérieur.

La déclaration doit contenir les mentions suivantes :

- nom, prénoms, sexe, date et lieu de naissance, domicile, profession du candidat (L. 155)<sup>2</sup> ;
- ces mêmes informations pour la personne appelée à remplacer le candidat en cas de vacance de siège ;
- désignation de la circonscription dans laquelle il est fait acte de candidature ;
- signature apposée par le candidat.

La déclaration de candidature doit être accompagnée de l'acceptation écrite du remplaçant. Cette acceptation doit faire l'objet d'un document distinct. Un remplaçant ne peut, à aucun moment, revenir sur son acceptation. Les remplaçants doivent remplir les conditions d'éligibilité qui s'appliquent aux candidats.

A la déclaration de candidature sont jointes les pièces de nature à prouver que le candidat et son remplaçant sont âgés de dix-huit ans révolus et possèdent la qualité d'électeur. Pour apporter cette preuve le candidat et son remplaçant doivent fournir :

- soit une attestation d'inscription sur une liste électorale ou liste électorale consulaire comportant les mentions prévues aux articles L. 18 et L. 19 (nom, prénoms, domicile ou résidence, date et lieu de naissance) délivrée par l'ambassadeur ou le chef de poste consulaire qui tient la liste électorale consulaire ou par le ministre des affaires étrangères dans les trente jours précédant le dépôt de la candidature (Art. R 173 et R. 173-2) ;
- soit la copie de la décision de justice ordonnant l'inscription de l'intéressé (l'original devra être présenté) (Art. R. 99) ;
- soit la carte nationale d'identité sécurisée en cours de validité pour prouver sa nationalité et un bulletin n° 3 du casier judiciaire délivré depuis moins de trois mois pour établir qu'ils disposent de leurs droits civils et politiques (Art. R. 99).

---

<sup>1</sup> Avis du Conseil d'Etat n° 385.371 du 14 juin 2011

<sup>2</sup> Si le candidat (ou son remplaçant) veut faire figurer un nom d'usage ou son prénom usuel sur ses bulletins de vote, il doit également les mentionner sur sa déclaration de candidature, afin que le ministre de l'intérieur puisse en tenir compte dans l'arrêté fixant la liste des candidats.

Afin de limiter les rejets, par la commission nationale des comptes de campagnes et des financements politiques, des comptes de campagnes de candidats qui n'auraient pas désigné de mandataires financiers, l'article L. 154 prévoit désormais que soient jointes à la déclaration de candidature les pièces de nature à prouver que le candidat a procédé à la désignation d'un mandataire financier ou celles nécessaires pour y procéder.

Pour ce faire, le candidat qui a déjà déclaré un mandataire financier devra fournir :

- soit le récépissé établi par les services de la Préfecture de Police (art. L. 330-7) lors de la déclaration de son association de financement,
- soit le récépissé délivré par les services de la préfecture de Paris et d'Ile de France si le candidat a choisi une personne physique comme mandataire.

Dans le cas où le candidat n'aurait pas encore procédé à la déclaration d'un mandataire financier, il devra se munir lors de sa déclaration de candidature des pièces nécessaires à celle-ci.

Dans le cadre de l'élection de députés par les Français établis hors de France, la déclaration de candidature est accompagnée, le cas échéant, du mandat donné par le candidat au déposant, rédigé sur papier libre (Art. R. 173-1).

#### *2.2.2. Le dépôt et l'enregistrement des candidatures*

##### *a) Les délais et lieux de dépôt*

Les déclarations de candidatures sont déposées auprès du ministère de l'intérieur, bureau des élections, place Beauvau, 75008 Paris (01 40 07 60 01).

Elles doivent être déposées, pour le premier tour, **à partir du lundi 7 mai 2012 et jusqu'au vendredi 11 mai 2012 à 18 heures, heure de Paris** (Art. L. 157, R. 173 et R. 173-1).

Pour le second tour, elles sont déposées **à partir de la proclamation des résultats par la commission électorale et jusqu'au mardi 5 juin 2012 à 18 heures**, dans les mêmes conditions (Art. R. 173 et R. 173-1).

Pour chaque tour de scrutin, les candidatures peuvent être retirées jusqu'à la date limite fixée pour le dépôt des candidatures.

##### *b) Les modalités de dépôt*

Les déclarations de candidatures peuvent être déposées par :

- les candidats personnellement ;
- leur remplaçant ;
- un représentant, spécialement mandaté (Art. L. 330-5)

Aucun autre mode de déclaration de candidature, notamment par voie postale ou télégraphique, par télécopie ou par messagerie électronique, n'est admis.

### *c) La délivrance d'un reçu provisoire puis définitif*

Pour le premier tour, un reçu provisoire est délivré au candidat dès le dépôt de sa déclaration de candidature. Le ministère de l'intérieur vérifie ensuite que la déclaration de candidature remplit les conditions fixées par le code électoral (Art. R. 173-3). Si tel n'est pas le cas, le ministère de l'intérieur motive son refus d'enregistrement. Ce refus peut être contesté, dans les 24 heures qui suivent sa notification, par le candidat ou la personne qu'il désigne à cet effet auprès du tribunal administratif (Art. L.O 160 du code électoral modifié par la loi organique n°2011-410 du 14 avril 2011 relative à l'élection des députés et des sénateurs). Le juge administratif doit alors rendre sa décision au plus tard le troisième jour suivant le jour de sa saisine. S'il ne s'est pas prononcé dans le délai imparti, la candidature est enregistrée.

Lorsque les déclarations de candidatures régulières en la forme et sur le fond sont définitivement enregistrées, un récépissé définitif est alors délivré dans les quatre jours du dépôt de la déclaration (Art. L. 161).

Pour le second tour, ce récépissé définitif est délivré dès la présentation de la déclaration lorsque les trois conditions suivantes sont réunies :

- le candidat a obtenu le nombre de voix requis au premier tour ;
- la déclaration est similaire à celle du premier tour ;
- la déclaration est régulière en la forme.

Dès l'enregistrement définitif des déclarations de candidatures, un arrêté du ministre de l'intérieur fixe la liste des candidats. Il est publié, pour le premier tour, **au plus tard le mardi 15 mai 2012** et, pour le second tour, **le mercredi 6 juin 2012** (Art. R173-4).

### **3. Communication des Listes électorales consulaires**

En application de l'article L. 330-4 du code électoral, les candidats ou leurs représentants (et non le remplaçant), **dès réception du récépissé définitif de déclaration de candidature**, peuvent prendre communication et copie des listes électorales de la circonscription législative à l'ambassade, au poste consulaire ou au ministère des affaires étrangères.

Tout parti ou groupement politique représenté par un mandataire dûment habilité peut prendre communication des listes électorales de la circonscription législative dans les mêmes conditions.

Par ailleurs :

- Les sénateurs représentant les Français établis hors de France peuvent prendre communication et copie de l'ensemble des listes électorales consulaires, dans les conditions prévues à l'article L. 330-4 du code électoral<sup>3</sup> ;
- Les membres élus de l'Assemblée des Français de l'étranger peuvent prendre communication de l'ensemble des listes électorales consulaires de leur circonscription électorale<sup>4</sup> ;
- Tout électeur peut prendre communication et copie de la liste électorale consulaire sur laquelle il est inscrit au lieu de son dépôt ou du double de cette liste au ministère des affaires étrangères.

---

<sup>3</sup> Article 12 de l'ordonnance n° 59-260 complétant l'ordonnance n° 58-1098 du 15 novembre 1958 relative à l'élection des sénateurs.

<sup>4</sup> Article 2bis de la loi n° 82-471 relative à l'assemblée des Français de l'étranger.

## **Quelles pièces doit-on fournir pour obtenir communication ?**

- Si la demande est faite par le candidat lui-même, une copie du récépissé définitif du dépôt de candidature est suffisante ;
- Si la demande est faite par un représentant du candidat : il conviendra de joindre à la copie du récépissé définitif une lettre signée du candidat autorisant le requérant à se voir communiquer la liste des électeurs de la circonscription ;
- Si la demande est faite par le mandataire dûment habilité d'un parti ou groupement politique : outre le mandat l'habilitant à demander communication de la liste des électeurs de la circonscription et les statuts du parti ou groupement, le mandataire devra établir la qualité de parti ou groupement politique, au sens de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 :
  - Soit en justifiant de la présentation de candidats aux dernières élections législatives dans les conditions prévues à l'article 9 de la loi ;
  - Soit en produisant l'agrément, donné par la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques et publié au Journal officiel, de l'association de financement du parti ou groupement politique (article 11-1 de la loi) ;
  - Soit en produisant l'attestation de déclaration à la préfecture du mandataire financier du parti ou groupement politique (article 11-2 de la loi).

Si les conditions de communication sont remplies, le ministère des affaires étrangères et européennes et les consulats prennent rendez-vous avec les requérants afin de leur remettre, sous forme de CD-Rom, la liste des électeurs de leur circonscription.

- A l'occasion de ce rendez-vous, les requérants devront présenter une pièce d'identité (carte d'identité ou passeport).

## **Auprès de quel service faire cette demande ?**

Les candidats ou leurs représentants peuvent faire leur demande par mail ou par courrier auprès des postes consulaires de leur circonscription ou auprès du ministère des affaires étrangères et européennes :

Direction des Français à l'étranger et de l'administration consulaire  
Bureau des élections  
27, rue de la Convention  
CS 91533  
75732 PARIS Cedex 15

Courriel : [gersende.mathieu@diplomatie.gouv.fr](mailto:gersende.mathieu@diplomatie.gouv.fr) / [anne-claire.scriban@diplomatie.gouv.fr](mailto:anne-claire.scriban@diplomatie.gouv.fr)

## **4. Campagne électorale et propagande des candidats**

**A l'étranger, la campagne électorale ne pourra se dérouler que dans le respect du droit local.**

### **4.1. Durée de la campagne électorale**



Dans le cadre de l'élection de députés par les Français établis hors de France, la campagne électorale en vue du premier tour de scrutin est ouverte à partir du **lundi 14 mai 2012 à zéro heure** (Art. L. 164) et s'achève **le samedi 2 juin 2012 à minuit**.

En cas de second tour, la campagne est ouverte le **lundi 4 juin 2012 à zéro heure** et est close le **samedi 16 juin 2012 à minuit**.

Par dérogation, la campagne électorale dans les ambassades et les postes consulaires d'Amérique (1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> circonscriptions électorales) est ouverte à partir du **dimanche 13 mai 2012** (Art. L. 164) et est close **le vendredi 1<sup>er</sup> juin 2012**. En cas de second tour, la campagne est ouverte le **dimanche 3 juin 2012** et est close le **vendredi 15 juin 2012**.

## **4.2. Moyens de propagande autorisés**

### *4.2.1. Réunions*

En application de l'article L. 330-6 du code électoral, l'Etat met, **sous réserve des nécessités de service**, ses locaux diplomatiques, consulaires, culturels et scolaires à la disposition des candidats qui en font la demande pour la tenue de réunions électorales. Cette mise à disposition ne peut intervenir que **pendant la durée de la campagne électorale**. L'organisation des réunions électorales se fait sous la responsabilité des candidats.

La mise à disposition de ces locaux donne lieu à la signature d'une convention prévoyant l'indemnisation de l'Etat pour les frais engagés à l'occasion des réunions organisées dans ses locaux (sécurité, ménage ...).

Les locaux concernés par l'article L. 330-6 du code électoral sont les suivants :

- Les locaux diplomatiques et consulaires : ils peuvent, sous réserve des nécessités de service, être mis à disposition des candidats pour l'organisation de réunions tenues dans le cadre de la campagne électorale.
- Les centres et instituts culturels placés sous l'autorité des ambassadeurs et chefs de postes consulaires : Ces locaux ne peuvent être utilisés pour organiser des réunions électorales que dans le strict respect du droit local et sous réserve que les autorités locales ne s'y opposent pas.
- Les établissements scolaires en gestion directe (Annexe 4): ils peuvent être mis à disposition dans les mêmes conditions que les centres et instituts culturels placés sous l'autorité des ambassadeurs et chefs de postes consulaires.

**En revanche**, les établissements scolaires qui ne sont pas à gestion directe et les instituts culturels de droit local ne constituent pas des locaux de l'Etat. Ils n'entrent donc pas dans les catégories de locaux pouvant être mis à disposition en application de l'article L. 330-6 du code électoral. La mise à disposition de ces locaux relève des organismes de droit local dont ils dépendent. Il leur appartiendra de décider de l'opportunité de mettre les locaux à disposition et de fixer, le cas échéant, la contribution due à raison de cette utilisation ainsi que ses modalités.

### *4.2.2. Affiches*

En vertu des dispositions des articles L. 51, L. 52, L. 330-6, R. 27, R. 28 et R. 174 du code électoral, les candidats peuvent disposer de panneaux d'affichage dès l'ouverture de la campagne électorale.

Dans le cadre de l'élection de députés par les Français de l'étranger, des emplacements sont réservés, pendant la durée de la campagne électorale, pour l'apposition des affiches électorales des candidats. Ces emplacements sont situés à l'intérieur des locaux des ambassades et des postes consulaires et des bureaux de vote ouverts dans d'autres locaux, dans des zones ouvertes au public.

Dans chacun de ces emplacements, une surface égale est attribuée à chaque candidat (Art. L. 330-6).

Les affiches imprimées par les candidats en vue d'être apposées sur les emplacements d'affichage prévus à l'article L. 330-6 du code électoral seront livrées auprès de la société :

SDV  
50/52, avenue Paul Langevin  
91130 Ris Orangis  
France

Les affiches doivent être livrées à plat, sur palettes (80 x 120 ou 100 x 120 cm). Elles seront apposées par les soins des ambassades et postes consulaires.

#### *4.2.3. Bulletins de vote et circulaires*

##### a. Caractéristiques des bulletins de vote et circulaires

###### *- Circulaires.*

Chaque candidat ne peut faire adresser à chaque électeur, par la commission électorale mentionnée à l'article L. 330-6, qu'une seule **circulaire** d'un grammage compris entre 60 et 80 grammes au mètre carré et d'un format de 210 x 297 millimètres (Art. R. 29). La combinaison des trois couleurs (bleu, blanc et rouge), à l'exception de la reproduction de l'emblème d'un parti ou groupement politique, est interdite (Art. R 27). La circulaire peut être imprimée *recto verso*. Son texte doit être uniforme pour l'ensemble de la circonscription législative.

L'utilisation de langues autres que le français est interdite s'agissant de la propagande officielle. Le candidat a toutefois la possibilité d'imprimer des documents de propagande en langue étrangère, dont le coût sera reporté sur le compte de campagne.

Chaque candidat peut remettre au président de la commission électorale une version électronique de sa circulaire, du même modèle et dans les mêmes conditions que les exemplaires imprimés. La commission électorale transmet ces documents dématérialisés aux ambassades et aux postes consulaires qui procèdent sans délai à leur mise à disposition par téléchargement par voie électronique (Art. R. 174-2).

###### *- Bulletins.*

L'impression des **bulletins** est à la charge des candidats. Les bulletins doivent être imprimés en une seule couleur (ce qui exclut par exemple l'utilisation du noir et d'une autre couleur sur un même bulletin) au choix du candidat, sur papier blanc d'un grammage compris entre **60 et 80 grammes** au mètre carré et avoir le format 105 x 148 millimètres.

Les bulletins doivent porter d'abord le nom du candidat, puis l'une des mentions suivantes : « remplaçant » ou « suppléant », suivie du nom du remplaçant. Le nom du remplaçant doit être imprimé en caractères de moindres dimensions que celui du candidat (R. 103). En outre, les bulletins ne doivent comporter aucun nom autre que ceux du candidat et de son remplaçant (R. 30)

Les noms et prénoms portés sur les bulletins de vote sont les noms d'usage et prénoms usuels du candidat et de son remplaçant. Ils peuvent donc être différents du nom de naissance et du

premier prénom. **Ils doivent cependant être conformes aux noms d'usage et prénoms usuels portés sur la déclaration de candidature.**

D'une manière générale, peuvent être indiquées les mentions qui ne sont pas interdites, ni de nature à troubler l'ordre public ou à introduire une confusion dans l'esprit des électeurs sur les noms du candidat et de son remplaçant. Le bulletin peut ainsi comporter le prénom du candidat et celui du remplaçant et éventuellement l'emblème d'un ou plusieurs partis ou groupements politiques. Il peut y être fait mention des mandats électoraux, titres, distinctions, âge, qualité et appartenance politique des candidats. Il est cependant recommandé de ne pas y indiquer la date ou le tour de scrutin, les bulletins pouvant être utilisés lors des deux tours de scrutin

La mise à disposition des électeurs de bulletins de vote sur Internet, si elle n'est pas expressément interdite par le code électoral, expose néanmoins les candidats à plusieurs risques pouvant conduire à l'annulation des votes en leur faveur par les bureaux de vote :

- à défaut de respect par les électeurs imprimant ces bulletins des dispositions pertinentes du code électoral (grammage, dimensions, respect des couleurs, *etc...*), les bureaux de vote pourront annuler les bulletins au motif qu'ils contiennent des signes distinctifs ;
- l'absence de bulletin « de référence » examiné par la commission électorale peut également conduire les bureaux de vote à annuler l'ensemble des bulletins des candidats si les dispositions législatives et réglementaires ne sont pas respectées.

#### b. Le contrôle par la commission électorale

La commission électorale n'assure pas l'envoi des bulletins et circulaires qui ne répondraient pas à ces prescriptions légales et réglementaires. Elle effectuera donc en amont un contrôle des circulaires et bulletins des candidats. Ces derniers pourront déposer le texte de leur circulaire et de leurs bulletins à partir du 7 mai 2012 et dès réception du récépissé définitif de candidature délivré par le ministère de l'intérieur. Le texte de ces documents est adressé au secrétariat de la commission électorale par voie postale à l'adresse suivante :

Secrétariat de la commission électorale  
Direction des Français à l'étranger et de l'administration consulaire  
Bureau MEN 029  
27 rue de la Convention  
CS 91 533  
75 732 Paris Cedex 15  
France

Pour l'heure, la commission électorale a prévu de se réunir le vendredi 9 mai à 16h et le mardi 15 mai à 9h 30 pour le 1<sup>er</sup> tour et le mercredi 6 juin à 9h30 pour le second tour. D'autres réunions pourront être organisées en tant que de besoin.

#### c. Livraison par les candidats

*NB : le nombre de circulaires et bulletins à livrer figure en annexe du présent mémento (Annexe 9).*

Pour bénéficier du concours de la commission électorale, les candidats doivent remettre leurs documents électoraux au président de la commission électorale avant le 17 mai 2012 à 12

heures (heure légale de Paris) pour le premier tour et avant le 7 juin 2012 à 12 heures (heure légale de Paris) pour le second tour<sup>5</sup>.

Les livraisons pourront avoir lieu à compter du 15 mai 2012 pour le premier tour de scrutin, et du 6 juin 2012 pour le second tour de scrutin, de 08 heures 30 à 17 heures (heures légales de Paris).

1° Les bulletins de vote destinés à être disposés dans les bureaux vote seront livrés en nombre au moins égal à celui des électeurs inscrits dans la circonscription auprès de la société :

SDV

50/52, avenue Paul Langevin

91130 Ris Orangis

France

2° Les circulaires des candidats et les bulletins de vote destinés à être adressés à chaque électeur seront livrés en nombre au moins égal à celui des électeurs inscrits dans la circonscription auprès de la société :

Koba

ZI de Vaux

223, avenue du Tremblay

60100 Creil

France

Les circulaires doivent être livrées sous forme désencartée.

3° La version électronique des circulaires est remise par courrier électronique (circulaires-legislatives.fae@diplomatie.gouv.fr) ou par courrier postal à l'adresse suivante :

Secrétariat de la commission électorale

Direction des Français à l'étranger et de l'administration consulaire

Bureau MEN 029

27 rue de la Convention

CS 91 533

75 732 Paris Cedex 15

France

#### d. L'envoi par la commission électorale.

La commission électorale :

- adressera, **au plus tard le mardi 22 mai 2012** pour le premier tour et au plus tard le **jeudi 7 juin 2012** pour le second tour à tous les électeurs des 11 circonscriptions, une circulaire et un bulletin de vote de chaque candidat (Art. R. 174 et R. 174-1) ;

- enverra dans chaque ambassade ou poste consulaire de la circonscription, au plus tard le **mardi 22 mai 2012** pour le premier tour et le **jeudi 7 juin 2012** pour le second tour, les bulletins de vote de chaque candidat en nombre au moins égal à celui des électeurs inscrits (Art. R.34, R. 174 et R. 174-1).

---

<sup>5</sup> Arrêté fixant la date limite de remise à la commission électorale des exemplaires imprimés des circulaires, des bulletins de vote et des affiches par les candidats à l'élection de députés par les Français établis hors de France.

Le candidat peut également assurer lui-même la distribution de ses documents électoraux au président du bureau de vote le jour du scrutin (Art. L. 58).

**NB :** Toute information utile à l'électeur pour voter lors du scrutin peut lui être adressée par voie postale ou courrier électronique. Cet envoi peut être effectué par le ministre des affaires étrangères, l'ambassadeur ou le chef de poste consulaire (Art. R.176).

#### *4.2.4. Remboursement des dépenses de propagande*

Il s'agit des dépenses liées aux bulletins de vote, aux professions de foi et aux affiches officielles.

Aux termes de l'article L.167 du code électoral, sont à la charge de l'État, pour les candidats ayant obtenu au moins 5 % des suffrages exprimés à l'un des deux tours de scrutin, le coût du papier, l'impression des bulletins de vote, affiches et professions de foi, ainsi que les frais d'affichage.

Pour chaque tour de scrutin, le remboursement est effectué par le ministère de l'intérieur (bureau des élections et des études politiques), sur présentation des pièces justificatives, pour les imprimés suivants :

- deux affiches identiques d'un format maximal de 594 x 841 millimètres, par panneau d'affichage ou emplacement réservé à l'affichage électoral ;
- deux affiches d'un format maximal de 297 x 420 millimètres pour annoncer la tenue des réunions électorales par panneau d'affichage ou emplacement ;
- un nombre de professions de foi égal au nombre des électeurs, majoré de 5 % ;
- un nombre de bulletins de vote égal au double du nombre d'électeurs, majoré de 10 %.

La prise en charge par l'État du coût du papier et de l'impression des textes des déclarations n'est effectuée, sur présentation de pièces justificatives, que pour les déclarations produites à partir de papier de qualité écologique répondant au moins à l'un des critères suivants :

- a) Papier contenant au moins 50 % de fibres recyclées au sens de la norme ISO 14021 ou équivalent ;
- b) Papier bénéficiant d'une certification internationale de gestion durable des forêts délivrée par les systèmes FSC, PEFC ou équivalent.

Les tarifs ne peuvent s'appliquer qu'à des documents excluant tous travaux de photogravure. En outre, ils ne s'appliquent qu'à des professions de foi et des bulletins de vote imprimés ou reproduits sur papier blanc et conformes au grammage et au formats fixés aux points précédents.

Les sommes remboursées ne peuvent être supérieures à celles résultant de l'application des tarifs d'impression et d'affichage déterminés par arrêté conjoint du ministre de l'intérieur et du ministre des affaires étrangères. Dans l'hypothèse où un candidat fait imprimer des documents électoraux dans une circonscription différente de celle où il se présente, le tarif de remboursement appliqué est le moins élevé, entre celui de la circonscription dans laquelle le candidat se présente et celui de la circonscription où ont été confectionnés les documents de propagande.

Les candidats bénéficiaires du remboursement peuvent, s'ils le souhaitent, adresser une demande écrite au ministre de l'intérieur (bureau des élections et des études politiques) pour que leurs imprimeurs ou afficheurs se substituent à eux, cette demande valant subrogation. Le prestataire est alors directement remboursé sur présentation d'une facture.

## 5. Représentants des candidats

### 5.1. Représentants des candidats à l'élection de députés par les Français établis hors de France

Les candidats à l'élection de députés par les Français établis hors de France peuvent désigner un représentant. Ils communiquent le nom de leur représentant au ministre des affaires étrangères au plus tard le **vendredi 25 mai 2012 à 18 heures** (Art. R. 176-1-13). Tout changement de représentant est notifié au ministre des affaires étrangères.

En application des articles R. 176-1-13, R. 176-1-3 et R. 176-1-6, les représentants des candidats ont la possibilité de désigner des délégués et assesseurs.

### 5.2. Assesseurs et délégués

Chaque candidat ou son représentant peut désigner un **assesseur** par bureau de vote ainsi qu'un assesseur suppléant parmi les électeurs inscrits sur la liste électorale consulaire (Art. R.176-1-3).

Chaque candidat ou son représentant peut désigner un **délégué** et un délégué suppléant par bureau de vote ou pour plusieurs bureaux de vote. Les délégués titulaires et suppléants doivent être inscrits sur l'une des listes électorales consulaires de la circonscription où se déroule le scrutin (Art. R. 176-1-6).

Les nom, prénoms, date et lieu de naissance et adresse des assesseurs, des délégués et de leurs suppléants désignés par les candidats ou leur représentant, ainsi que l'indication du bureau de vote auquel ils sont affectés, sont notifiés à l'ambassadeur ou au chef de poste consulaire, par voie postale, télécopie ou courrier électronique, au plus tard le **mercredi 30 mai 2012** à 18 heures (heure locale) pour les circonscriptions d'Amérique (1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> circonscriptions électorales) et au plus tard le **jeudi 31 mai 2012** à 18 heures (heure locale) pour les autres circonscriptions (Art. R. 176-1 et R. 176-1-5).

L'ambassadeur ou le chef de poste consulaire délivre un **récépissé de cette déclaration**, qui est remis aux intéressés avant l'ouverture du scrutin. Ce récépissé sert de titre et garantit les droits attachés à la qualité d'assesseur, de délégué ou de suppléant.

L'ambassadeur ou le chef de poste consulaire notifie les nom, prénoms, date, lieu de naissance et adresse des assesseurs, délégués et de leurs suppléants ainsi désignés au président de chaque bureau de vote concerné, avant la constitution des bureaux (Art. R. 176-1 et R. 176-1-5).

Dans le cadre de l'élection de députés par les Français établis hors de France, chaque candidat peut également désigner un **délégué habilité à contrôler les opérations de vote par voie électronique**. Ces délégués sont informés des réunions du bureau du vote électronique, auxquelles ils peuvent assister avec voix consultative (Art. R. 176-3-2). Les noms, prénoms, date et lieu de naissance et adresse des délégués sont notifiés au président du bureau du vote électronique au plus tard le **jeudi 17 mai 2012** à 18 heures (heure légale de Paris).

Les candidats doivent transmettre les nom, prénoms, date et lieu de naissance, adresse postale et adresse électronique de leur délégué au Président du BVE avant le 17 mai 2012 à 18h00 (heure de Paris), par courrier électronique à l'adresse [coordonnees-delegues-](#)

[candidats.fae@diplomatie.gouv.fr](mailto:candidats.fae@diplomatie.gouv.fr) ou par courrier postal à l'attention du Secrétariat du BVE - DFAE - 27 rue de la Convention – CS 91533 – 75 732 Paris Cedex 15.

Conformément aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté du 27 avril 2012 relatif au traitement automatisé de données à caractère personnel prévu à l'article R. 176-3 du code électoral, une formation aura lieu le mercredi 16 mai 2012 (10h à 13h) au Centre de Conférences Ministériel – 27, rue de la Convention Paris 15<sup>ème</sup>.

La 1<sup>ère</sup> réunion du bureau du vote électronique (génération et remise des clés de déchiffrement de l'urne) se déroulera le vendredi 18 mai 2012 (10h – 14h) au Centre de Conférences Ministériel – 27, rue de la Convention Paris 15<sup>ème</sup>. Le calendrier des opérations de vote par voie électronique sera précisé à cette occasion.

## 6. Comptes de campagne et remboursement des frais de campagne

Outre les dépenses de propagande, les candidats qui auront obtenu au moins 5 % des suffrages exprimés à l'un des deux tours de scrutin, et dont les comptes de campagne auront été validés par la Commission nationale des comptes de campagne pourront se faire rembourser :

- leurs dépenses de campagne, dans la limite de 50 % du montant du plafond des dépenses arrêté dans la circonscription et dans la limite de l'apport personnel du candidat ;
- leurs dépenses de transport, dans la limite des plafonds prévus par arrêté conjoint du ministre de l'intérieur et du ministre des affaires étrangères (Art. R. 175-4) – cf. point 6.2.

La période de comptabilisation des dépenses et des recettes pour les élections législatives est ouverte depuis le 1er juin 2011.

Les conditions de cette prise en charge sont précisées dans le guide du candidat et du mandataire, édition 2011, de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques, qui est disponible sur son site internet : [www.cnccfp.fr](http://www.cnccfp.fr).

Les articles L. 52-4 à L. 52-18 et R. 39-1 à R. 39-5 du code électoral fixent les règles relatives au financement de la campagne électorale. S'agissant plus particulièrement de l'élection de députés par les Français établis hors de France, il convient aussi de se référer aux articles L. 330-6-1 à L. 330-10 et R. 175 à R. 175-5 du même code.

### 6.1. Ouverture d'un compte bancaire unique

Chaque candidat doit déclarer un **mandataire**. Il peut s'agir d'un mandataire financier personne physique ou d'une association de financement électorale (Art. L. 52-4). La déclaration du mandataire financier personne physique doit être déposée à la préfecture de Paris. La déclaration d'une association de financement électorale doit quant à elle être déposée à la préfecture de police de Paris. Dans le cas d'élections générales, le mandataire financier peut être déclaré dès le début de l'année précédant le premier jour du mois de l'élection (soit le 1<sup>er</sup> juin 2011) et au plus à la date à laquelle sa candidature est enregistrée.

Dans le cadre de l'élection de députés par les Français de l'étranger, le mandataire peut autoriser, par écrit, une personne par pays de la circonscription, autre que le candidat ou son

remplaçant, à régler certaines dépenses qui seront alors remboursées par le mandataire (Art. L. 330-6-1).

Une fois désigné, le mandataire est tenu d'ouvrir un **compte bancaire unique en France** (Art. L. 330-7). **Toutefois**, dans les pays où la monnaie n'est pas convertible, dans ceux où les transferts financiers en France sont impossibles et dans ceux où existe un contrôle des changes faisant obstacle en tout ou partie aux transferts nécessaires aux dépenses électorales, la personne autorisée peut, avec l'accord du mandataire, ouvrir un **compte spécial dans le pays concerné pour y déposer les fonds collectés pour la campagne**. La liste des pays concernés est établie par arrêté conjoint du ministre de l'intérieur et du ministre des affaires étrangères (Annexe 5). Toutes les informations relatives à ces comptes et aux justificatifs des mouvements enregistrés devront être transmises au mandataire du candidat pour être annexées au compte de campagne (Art L. 330-6-1).

## **6.2. Remboursement forfaitaire des dépenses de campagne**

Le remboursement forfaitaire des dépenses de campagne est effectué par le ministère de l'intérieur. Pour obtenir ce versement, le candidat n'a aucune demande particulière à formuler auprès du ministère de l'intérieur. Toutefois, il est recommandé à chaque candidat, dès l'enregistrement de sa candidature, de déposer auprès de celui-ci un relevé d'identité bancaire afin qu'aucun retard n'intervienne dans le règlement de son remboursement.

## **6.3. Remboursement forfaitaire des frais de transport**

*Rappel du droit commun : En application de l'article L. 52-11-1 du code électoral, le remboursement des dépenses électorales n'est prévu que pour les candidats ayant obtenu au moins 5% des suffrages exprimés au premier tour de scrutin.*

Dans le cadre de l'élection de députés par les Français établis hors de France, les frais de transport dûment justifiés, exposés par le candidat à l'intérieur de la circonscription, ne sont pas inclus dans le plafond des dépenses prévu à l'article L. 52-11 (L. 330-9). L'Etat rembourse ces frais aux candidats qui ont droit au remboursement forfaitaire de leurs dépenses électorales. Le remboursement est forfaitaire, dans la limite de plafonds fixés par arrêté conjoint du ministre de l'intérieur et du ministre des affaires étrangères (Art. R. 175-4) (Annexe 6). Le remboursement des frais de transports est effectué par le ministre de l'intérieur (R. 175-5).

Les justificatifs de ces frais de transports devront être joints au compte de campagne que chaque candidat devra établir et déposer à la commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques selon les modalités établies par l'article L. 330-9-1 du code électoral et accompagnées des pièces justificatives.

Un mémento de la commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques relatif à l'élection de députés par les Français établis hors de France précisera ce point.



## ANNEXES

### Annexe 1 – Les 11 circonscriptions législatives

Article Annexe tableau n° 1 ter du code électoral

Créé par [Ordonnance n°2009-935 du 29 juillet 2009 - art.](#)

CIRCONSCRIPTION	COMPOSITION
1re circonscription	<p>Circonscriptions électorales (AFE) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Canada : 1ère circonscription : circonscriptions consulaires d'Ottawa, Toronto, Vancouver ;</li> <li>- Canada : 2e circonscription : circonscriptions consulaires de Moncton et Halifax, Montréal, Québec ;</li> <li>- Etats-Unis : 1re circonscription : circonscriptions consulaires d'Atlanta, Boston, Miami, New York, Washington ;</li> <li>- Etats-Unis : 2e circonscription : circonscription consulaire de Chicago ;</li> <li>- Etats-Unis : 3e circonscription : circonscriptions consulaires de Houston, La Nouvelle-Orléans ;</li> <li>- Etats-Unis : 4e circonscription : circonscriptions consulaires de Los Angeles, San Francisco.</li> </ul>
2e circonscription	<p>Circonscriptions électorales (AFE) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Belize, Costa Rica, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama, Salvador ;</li> <li>- Bolivie, Colombie, Equateur, Pérou, Venezuela ;</li> <li>- Brésil, Guyana, Suriname ;</li> <li>- Argentine, Chili, Paraguay, Uruguay ;</li> <li>- Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Cuba, République dominicaine, Dominique, Grenade, Haïti, Jamaïque, Saint-Christophe-et-Niévès, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Trinité-et-Tobago.</li> </ul>
3e circonscription	<p>Circonscriptions électorales (AFE) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Irlande ;</li> <li>- Royaume-Uni ;</li> <li>- Danemark, Estonie, Finlande, Islande, Lettonie ;</li> <li>- Lituanie, Norvège, Suède.</li> </ul>
4e circonscription	<p>Circonscriptions électorales (AFE) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Belgique ;</li> <li>- Pays-Bas ;</li> <li>- Luxembourg.</li> </ul>
5e circonscription	<p>Circonscriptions électorales (AFE) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Andorre ;</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Espagne ;</li> <li>- Monaco ;</li> <li>- Portugal.</li> </ul>
6e circonscription	Circonscription électorale (AFE) : Liechtenstein, Suisse.
7e circonscription	Circonscriptions électorales (AFE) : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Allemagne : 1ère circonscription : circonscriptions consulaires de Berlin, Bonn, Düsseldorf, Francfort, Hambourg ;</li> <li>- Allemagne : 2e circonscription : circonscriptions consulaires de Munich, Sarrebruck, Stuttgart ;</li> <li>- Albanie, Autriche, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Croatie, Hongrie, ancienne République yougoslave de Macédoine, Pologne, Roumanie, Serbie-et-Monténégro, Slovénie, République tchèque, Slovaquie.</li> </ul>
8e circonscription	Circonscriptions électorales (AFE) : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Italie, Malte, Saint-Marin, Saint-Siège ;</li> <li>- Chypre, Grèce, Turquie ;</li> <li>- Israël.</li> </ul>
9e circonscription	Circonscriptions électorales (AFE) : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Algérie ;</li> <li>- Maroc ;</li> <li>- Libye, Tunisie ;</li> <li>- Burkina, Mali, Niger ;</li> <li>- Mauritanie ;</li> <li>- Cap-Vert, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Sénégal, Sierra Leone ;</li> <li>- Côte d'Ivoire, Liberia.</li> </ul>
10e circonscription	Circonscriptions électorales (AFE) : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Afrique du Sud, Botswana, Lesotho, Malawi, Mozambique, Namibie, Swaziland, Zambie, Zimbabwe ;</li> <li>- Comores, Madagascar, Maurice, Seychelles ;</li> <li>- Egypte, Soudan ;</li> <li>- Djibouti, Erythrée, Ethiopie, Somalie ;</li> <li>- Burundi, Kenya, Ouganda, Rwanda, Tanzanie ;</li> <li>- Bénin, Ghana, Nigéria, Togo ;</li> <li>- Cameroun, République centrafricaine, Tchad ;</li> <li>- Gabon, Guinée équatoriale, Sao Tomé-et-Principe ;</li> <li>- Angola, Congo, République démocratique du Congo ;</li> <li>- Irak, Jordanie, Liban, Syrie ;</li> <li>- Arabie saoudite, Bahreïn, Emirats arabes unis, Koweït, Oman, Qatar, Yémen.</li> </ul>
11e circonscription	Circonscriptions électorales (AFE) : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Arménie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizstan, Moldavie, Ouzbékistan, Russie, Tadjikistan, Turkménistan, Ukraine ;</li> <li>- Circonscription consulaire de Pondichéry ;</li> <li>- Afghanistan, Bangladesh, Inde (sauf circonscription consulaire de Pondichéry), Iran, Maldives, Népal, Pakistan, Sri Lanka ;</li> <li>- Chine, Corée du Sud, Japon, Mongolie ;</li> <li>- Birmanie, Brunei, Cambodge, Indonésie, Laos, Malaisie, Palaos, Philippines, Singapour, Thaïlande, Timor oriental, Vietnam ;</li> <li>- Australie, Fidji, Kiribati, Marshall, Micronésie, Nauru, Nouvelle-</li> </ul>

	Zélande, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Salomon, Samoa, Tonga, Tuvalu, Vanuatu.
--	--

## Annexe 2 – Calendrier prévisionnel

	<i>Etranger</i>	<i>Amérique(1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> circonscriptions électorales)</i>
Sam. 05/05		2 <sup>nd</sup> tour élection présidentielle
Dim. 06/05	2 <sup>nd</sup> tour élection présidentielle	
Lun. 07/05	Début de la période de dépôt des candidatures	Début de la période de dépôt des candidatures
Mar. 08/05		
Mer. 09/05		
Jeu. 10/05		
Ven. 11/05	Date limite de dépôt des candidatures	Date limite de dépôt des candidatures
Sam. 12/05		
Dim. 13/05		Début campagne électorale
Lun. 14/05	Début campagne électorale	
Mar. 15/05	Date limite publication des candidatures	Date limite publication des candidatures
Mer. 16/05		
Jeu. 17/05	Date limite de notification par les candidats des délégués pour le bureau du vote électronique	Date limite de notification par les candidats des délégués pour le bureau du vote électronique
	Date limite de remise du matériel électoral (bulletins, circulaires et affiches)	Date limite de remise du matériel électoral (bulletins, circulaires et affiches)
Ven. 18/05		
Sam. 19/05		
Dim. 20/05		
Lun. 21/05		
Mar. 22/05	Date limite d'envoi du matériel électoral par la commission électorale	Date limite d'envoi du matériel électoral par la commission électorale
Mer. 23/05		
Jeu. 24/05		
Ven. 25/05	Date limite de désignation par les candidats de leur représentant (18h)	Date limite de désignation par les candidats de leur représentant (18h)
Sam. 26/05		
Dim. 27/05		
Lun. 28/05		
Mar. 29/05		
Mer. 30/05		Date limite de désignation par les candidats des assesseurs et des délégués (18 heures, heure locale)

	<b>Etranger</b>	<b>Amérique(1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> circonscriptions électorales)</b>
Jeu. 31/05	Date limite de désignation par les candidats des assesseurs et des délégués (18 heures, heure locale)	Date limite réception des votes par correspondance/ mention des votes par correspondance sur la liste d'émargement
Ven. 01/06	Date limite réception des votes par correspondance / mention des votes par correspondance sur la liste d'émargement	Fin campagne électorale
Sam. 02/06	Fin campagne électorale	1 <sup>er</sup> tour élections législatives / Dépouillement du vote à l'urne, du vote par correspondance par le bureau centralisateur
Dim. 03/06	1 <sup>er</sup> tour élections législatives / Dépouillement du vote à l'urne, du vote par correspondance par le bureau centralisateur / Dépouillement de l'urne électronique	Début campagne électorale
Lun. 04/06	Début campagne électorale	
Mar. 05/06	Fin dépôt des candidatures	Fin dépôt des candidatures
Mer. 06/06	Limite publication des candidatures	Limite publication des candidatures
Jeu.07/06	Date limite d'envoi du matériel électoral par la commission électorale	Date limite d'envoi matériel électoral par la commission électorale
Ven. 08/06		
Sam. 09/06		
Dim. 10/06		
Lun. 11/06		
Mar. 12/06		
Mer. 13/06		Date limite de désignation par les candidats des assesseurs et des délégués (18 heures, heure locale)
Jeu. 14/06	Date limite de désignation par les candidats des assesseurs et des délégués (18 heures, heure locale)	Date limite réception des votes par correspondance / mention des votes par correspondance sur la liste d'émargement
Ven. 15/06	Date limite réception des votes par correspondance / mention des votes par correspondance sur la liste d'émargement	Fin campagne électorale
Sam. 16/06	Fin campagne électorale	2 <sup>nd</sup> tour élections législatives / Dépouillement du vote à l'urne, du vote par correspondance par le bureau centralisateur
Dim. 17/06	2 <sup>nd</sup> tour élections législatives / Dépouillement du vote à l'urne, du vote par correspondance par le bureau centralisateur / Dépouillement de l'urne électronique	
Lun. 18/06	Date limite de recensement général des votes par la commission électorale	Date limite de recensement général des votes par la commission électorale
Mar. 19/06	Proclamation des résultats par la commission électorale	Proclamation des résultats par la commission électorale

**Annexe 3 – Décret n° 2011-367 du 4 avril 2011 authentifiant la population  
des Français établis hors de France au 1er janvier 2011.**

Le Premier ministre,  
Sur le rapport du ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères et européennes,  
Vu le code électoral, notamment son article L. 330-1 et son tableau 1 ter annexé ;  
Vu le décret n° 2003-1377 du 31 décembre 2003 relatif à l'inscription au registre des Français établis hors de France,

Décète :

**Article 1 :**

Au 1er janvier 2011, la population des Français établis dans chacune des circonscriptions délimitées conformément au tableau n° 1 ter annexé au code électoral est la suivante :

CIRCONSCRIPTIONS ÉLECTORALES	INSCRITS AU 1er JANVIER 2011
1re circonscription	186 462
2e circonscription	92 633
3e circonscription	140 731
4e circonscription	150 965
5e circonscription	116 196
6e circonscription	145 108
7e circonscription	138 329
8e circonscription	144 505
9e circonscription	133 936
10e circonscription	140 310
11e circonscription	114 826
Total	1 504 001

**Article 2**

Le ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères et européennes, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

## Annexe 4 – Liste des établissements en gestion directe.

### ETABLISSEMENTS EN GESTION DIRECTE DE L'AEFE

PAYS	POSTE	ETABLISSEMENT
ALGERIE	ALGER	LYC INTERNATIONAL A. DUMAS À HYDRA ALGER
ALLEMAGNE	BERLIN	LYCEE Français
ALLEMAGNE	BERLIN	COLLEGE VOLTAIRE DE BERLIN
ALLEMAGNE	FRANCFORT	LYCEE FRANCAIS VICTOR HUGO DE FRANCFORT
ALLEMAGNE	FRIBOURG EN BRISGAU	ECOLE ELEMENTAIRE FRANCO-ALLEMANDE
ALLEMAGNE	MUNICH	LYCEE FRANCO-ALLEMAND DE FREIBURG
ALLEMAGNE	MUNICH	LYCEE FRANCAIS JEAN-RENOIR de MUNICH
ALLEMAGNE	FRANCFORT	LYCEE FRANCO-ALLEMAND DE SARREBRUCK
ALLEMAGNE	STUTTGART	ECOLE ELEMENTAIRE FRANCO-ALLEMANDE DE STUTTGART-SILLENBURCH
ARGENTINE	BUENOS AIRES	LYCEE FRANCO-ARGENTIN JEAN MERMOZ DE BUENOS AIRES
AUTRICHE	Vienne	LYCEE FRANCAIS DE VIENNE
BELGIQUE	BRUXELLES	LYCEE JEAN MONNET DE BRUXELLES
CHINE POPULAIRE	PEKIN	LYCEE FRANCAIS INTERNATIONAL DE PEKIN
CÔTE D'IVOIRE	ABIDJAN	CAREEFCI
EGYPTE	LE CAIRE	LYCEE FRANCAIS DU CAIRE
EMIRATS ARABES UNIS	ABOU DHABI	LYCEE LOUIS-MASSIGNON D'ABOU DHABI
ESPAGNE	BARCELONE	LYCEE FRANCAIS
ESPAGNE	MADRID	ECOLE SAINT-EXUPERY
ESPAGNE	MADRID	LYCEE FRANCAIS DE MADRID
ESPAGNE	MADRID	LYCEE FRANCAIS DE VALENCE
INDE	PONDICHERY	LYCEE FRANCAIS de PONDICHERY
ITALIE	MILAN	LYCEE FRANCAIS STENDHAL DE MILAN
ITALIE	ROME	ECOLE FRANCAISE DE NAPLES ALEXANDRE DUMAS
ITALIE	ROME	LYCEE CHATEAUBRIAND DE ROME
REPUBLIQUE MALGACHE	TANANARIVE	EPF "B" AMPANDRIANOMBY
REPUBLIQUE MALGACHE	TANANARIVE	EPF "C" AMBOHIBAO
REPUBLIQUE MALGACHE	TANANARIVE	LYCEE FRANCAIS DE TANANARIVE
REPUBLIQUE MALGACHE	TANANARIVE	EPF "A" AMPEFILOHA
MAROC	AGADIR	GROUPE SCOLAIRE PAUL-GAUGUIN À AGADIR
MAROC	CASABLANCA	LYCEE LYAUTEY À CASABLANCA
MAROC	CASABLANCA	ECOLE ERNEST-RENAN À CASABLANCA
MAROC	CASABLANCA	ECOLE GEORGES-BIZET À CASABLANCA
MAROC	CASABLANCA	ECOLE MOLIERE À CASABLANCA
MAROC	CASABLANCA	ECOLE THEOPHILE-GAUTIER À CASABLANCA
MAROC	CASABLANCA	COLLEGE ANATOLE FRANCE de CASABLANCA
MAROC	CASABLANCA	ECOLE CLAUDE-BERNARD À CASABLANCA
MAROC	FES	GROUPE SCOLAIRE JEAN-DE-LA-FONTAINE À FES
MAROC	RABAT	GROUPE SCOLAIRE HONORE-DE-BALZAC DE KENITRA
MAROC	MARRAKECH	ECOLE AUGUSTE-RENOIR A MARRAKECH
MAROC	MARRAKECH	LYCEE VICTOR-HUGO A MARRAKECH
MAROC	FES	ECOLE JEAN-JACQUES-ROUSSEAU À MEKNES
MAROC	FES	LYCEE PAUL-VALERY À MEKNES
MAROC	CASABLANCA	GROUPE SCOLAIRE CLAUDE-MONET À MOHAMMEDIA
MAROC	RABAT	ECOLE ALBERT-CAMUS DE RABAT
MAROC	RABAT	ECOLE ANDRE-CHENIER DE RABAT
MAROC	RABAT	ECOLE PAUL-CEZANNE DE RABAT
MAROC	RABAT	ECOLE PIERRE-DE-RONSARD DE RABAT

MAROC	RABAT	LYCEE DESCARTES DE RABAT - AGDAL
MAROC	RABAT	COLLEGE SAINT-EXUPERY DE RABAT
MAROC	TANGER	ECOLE ADRIEN-BERCHET Ã TANGER
MAROC	TANGER	LYCEE REGNAULT Ã TANGER
MAURITANIE	NOUAKCHOTT	LYCEE FRANCAIS THEODORE MONOD
NIGER	NIAMEY	LYCEE LA FONTAINE DE NIAMEY
PAYS-BAS	AMSTERDAM	ECOLE FRANCAISE D'AMSTERDAM
PAYS-BAS	AMSTERDAM	LYCEE VINCENT VAN GOGH DE LA HAYE
PORTUGAL	LISBONNE	LYCEE CHARLES LEPIERRE DE LISBONNE
GRANDE BRETAGNE	LONDRES	ECOLE CHARLES DE GAULLE - WIX LONDRES
GRANDE BRETAGNE	LONDRES	LYCEE FRANCAIS CHARLES DE GAULLE de LONDRES
GRANDE BRETAGNE	LONDRES	ECOLE ANDRE MALRAUX - EALING) de LONDRES
RUSSIE	MOSCOU	LYCEE FRANCAIS de MOSCOU
RUSSIE	SAINT PETERSBOURG	ECOLE FRANCAISE ANDRE MALRAUX de SAINT PETERSBOURG
SENEGAL	DAKAR	LYCEE JEAN MERMOZ - DAKAR
REPUBLIQUE TCHEQUE	PRAGUE	LYCEE FRANCAIS DE PRAGUE
TUNISIE	TUNIS	ECOLE JEAN-GIONO DE BIZERTE
TUNISIE	TUNIS	ECOLE PAUL-VERLAINE DE LA MARSA
TUNISIE	TUNIS	LYCEE FRANCAIS GUSTAVE-FLAUBERT DE LA MARSA
TUNISIE	TUNIS	ECOLE GEORGES-BRASSENS DE MEGRINE
TUNISIE	TUNIS	ECOLE GEORGE-SAND DE NABEUL
TUNISIE	TUNIS	COLLEGE CHARLES NICOLLE DE SOUSSE
TUNISIE	TUNIS	ECOLE GUY-DE-MAUPASSANT DE SOUSSE
TUNISIE	TUNIS	LYCEE PIERRE-MENDES-FRANCE DE TUNIS
TUNISIE	TUNIS	ECOLE ROBERT-DESNOS DE TUNIS
TURQUIE	ANKARA	LYCEE FRANCAIS CHARLES DE GAULLE - ANKARA
VIETNAM	HANOI	LYCEE ALEXANDRE YERSIN - HANOI
VIETNAM	Ho Chi Minh Ville	LYCEE FRANCAIS INTERNATIONAL MARGUERITE DURAS - HO CHI MINH



**Annexe 5 – Arrêté du 5 octobre 2011 pris pour l'application de l'article L. 330-6-1 du code électoral.**

Le ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères et européennes, et le ministre de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration,

Vu le code électoral, notamment ses articles L. 330-6-1, R. 175-1 et R. 175-2,

Arrêtent :

**Article 1 :**

La liste des pays dans lesquels le mandataire d'un candidat aux élections législatives peut, en application du premier alinéa de l'article L. 330-6-1 du code électoral, autoriser une personne à ouvrir un compte spécial est fixée dans l'annexe au présent arrêté.

**Article 2 :**

Le présent arrêté sera publié au Journal officiel de la République française.

ANNEXE

CIRCONSCRIPTION	PAYS
2e circonscription	Argentine, Belize, Brésil, Chili, Cuba, Guyana, Haïti, Nicaragua, Paraguay, Pérou, Venezuela
3e circonscription	Islande
7e circonscription	Albanie, Serbie
9e circonscription	Algérie, Côte d'Ivoire, Gambie, Guinée, Libye, Maroc, Sénégal, Sierra Leone, Tunisie
10e circonscription	Angola, Burundi, Cameroun, Congo, Djibouti, Emirats arabes unis, Erythrée, Ethiopie, Gabon, Ghana, Guinée équatoriale, Kenya, Koweït, Madagascar, Malawi, Mozambique, Oman, Qatar, République centrafricaine, Soudan, Somalie, Syrie, Zimbabwe
11e circonscription	Arménie, Azerbaïdjan, Bhoutan, Biélorussie, Birmanie, Chine, Corée du Nord, Corée du Sud, Fidji, Kirghizstan, Iran, Laos, Maldives, Moldavie, Népal, Ouzbékistan, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, Sri Lanka, Tadjikistan, Turkménistan, Ukraine, Vanuatu, Vietnam

## **Annexe 6 – Arrêté du 5 octobre 2011 pris pour l'application de l'article L. 330-9 du code électoral.**

Le ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères et européennes, et le ministre de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration,

Vu le code électoral, notamment ses articles L. 52-11-1, L. 125, L. 330-9 et R. 175-4,

Arrêtent :

### **Article 1 :**

Les plafonds prévus au second alinéa de l'article L. 330-9 du code électoral sont fixés, pour chaque circonscription électorale des Français établis hors de France déterminée conformément au tableau n° 1 ter annexé au même code, ainsi qu'il suit :

- 1° Pour la 1re circonscription : 33 100 euros ;
- 2° Pour la 2e circonscription : 20 600 euros ;
- 3° Pour la 3e circonscription : 17 600 euros ;
- 4° Pour la 4e circonscription : 4 800 euros ;
- 5° Pour la 5e circonscription : 7 200 euros ;
- 6° Pour la 6e circonscription : 2 800 euros ;
- 7° Pour la 7e circonscription : 15 200 euros ;
- 8° Pour la 8e circonscription : 12 200 euros ;
- 9° Pour la 9e circonscription : 9 200 euros ;
- 10° Pour la 10e circonscription : 47 700 euros ;
- 11° Pour la 11e circonscription : 49 200 euros.

Le montant du remboursement éventuel prévu au même article s'entend toutes taxes comprises.

### **Article 2 :**

Le présent arrêté sera publié au Journal officiel de la République française.

**Annexe 7 – Arrêté du 4 avril 2012 fixant les tarifs maxima de remboursement des frais d'impression des documents électoraux et d'apposition des affiches pour l'élection de députés par les Français établis hors de France.**

Le ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères et européennes, le ministre de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration et le secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères et européennes, chargé des Français de l'étranger,  
Vu le code électoral, notamment ses articles L. 167, R. 27, R. 29, R. 30, R. 34, R. 39 et R. 174 à R. 174-4,

Arrêtent :

**Art. 1er.** – Pour donner droit au remboursement prévu par l'article R. 39 du code électoral, les circulaires et les bulletins de vote des candidats à l'élection de députés par les Français établis hors de France des 2 ou 3 juin et 16 ou 17 juin 2012 sont imprimés sur du papier de qualité écologique qui remplit l'une des deux conditions suivantes :

- papier contenant au moins 50 % de fibres recyclées au sens de la norme ISO 14021 ou équivalent;
- papier bénéficiant d'une certification internationale de gestion durable des forêts délivrée par les systèmes FSC, PEFC ou équivalent.

**Art. 2.** – Les tarifs hors taxes maxima de remboursement des circulaires, remises sous forme désencartée conformément à l'article R. 34 du code électoral et imprimées sur papier blanc ou de couleur, d'un format de 210 × 297 mm et d'un grammage compris entre 60 et 80 grammes au mètre carré, sont fixés comme suit :

- recto : 18,00 € HT le mille ;
- recto-verso : 22,04 € HT le mille.

**Art. 3.** – Le tarif hors taxes maximal de remboursement des bulletins de vote, imprimés en une seule couleur sur papier blanc, d'un format de 105 × 148 mm et d'un grammage compris entre 60 et 80 grammes au mètre carré, est fixé à 10,64 € HT le mille.

**Art. 4.** – Les tarifs hors taxes maxima de remboursement des affiches, imprimées conformément aux dispositions du premier alinéa de l'article R. 27 du code électoral, sont fixés comme suit :

- grandes affiches (largeur maximale de 594 mm et hauteur maximale de 841 mm) : 0,48 € HT l'unité ;
- petites affiches (format maximal 297 × 420 mm) : 0,17 € HT l'unité.

**Art. 5.** – Les tarifs hors taxes maxima de remboursement des frais d'apposition des affiches sont fixés comme suit :

- affiche format maximal 594 × 841 mm : 2,20 € HT l'unité ;
- affiche format maximal 297 × 420 mm : 1,30 € HT l'unité.

**Art. 6.** – Tous les tarifs mentionnés au présent arrêté sont établis pour les premier et second tours de scrutin. Ils doivent inclure les prestations obligatoires qui ne peuvent donner lieu à remboursement supplémentaire (achat du papier et de l'encre, composition, montage, corrections d'auteurs, façonnage, massicotage, empaquetage, pliage, transport, livraison).

**Art. 7.** – Pour le second tour, les tarifs pourront être majorés de 10 % au maximum pour tenir compte des heures supplémentaires effectuées, sous réserve des justifications nécessaires (bulletins de paie notamment).

**Art. 8.** – Lorsqu'un candidat fait imprimer ses documents électoraux en France, le remboursement des frais d'impression s'effectue dans la limite du tarif le moins élevé entre celui du département du lieu d'impression et le tarif fixé dans le présent arrêté.

**Art. 9.** – Le remboursement aux candidats s'effectuera sur présentation de pièces justificatives. Les factures, libellées en euros au nom du candidat et accompagnées d'un relevé d'identité bancaire et d'une éventuelle subrogation, sont à adresser, en deux exemplaires, au ministère de l'intérieur, secrétariat général, DMAT, bureau des élections et des études politiques, place Beauvau, 75800 Paris Cedex.

**Art. 10.** – Le ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères et européennes, le ministre de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration et le secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères et européennes, chargé des Français de l'étranger, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

## **Annexe 8 – Décret n° 2012-558 du 25 avril 2012 portant convocation des électeurs pour l'élection des députés à l'Assemblée nationale**

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration,

Vu la loi organique no 76-97 du 31 janvier 1976 modifiée relative aux listes électorales consulaires et au vote des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République, notamment son article 9 ;

Vu le code électoral,

Décète :

**Art. 1er.** – Les électeurs sont convoqués le dimanche 10 juin 2012 en vue de procéder à l'élection des députés à l'Assemblée nationale.

Par dérogation aux dispositions de l'alinéa précédent, les électeurs sont convoqués le samedi 2 juin 2012 en Polynésie française et dans les ambassades et postes consulaires d'Amérique, le dimanche 3 juin 2012 dans les autres ambassades et postes consulaires et le samedi 9 juin 2012 en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin et à Saint-Pierre-et-Miquelon.

**Art. 2.** – Les déclarations de candidatures seront reçues par le représentant de l'Etat à partir du lundi 14 mai 2012 et jusqu'au vendredi 18 mai 2012 à 18 heures (heure légale locale).

Par dérogation aux dispositions de l'alinéa précédent, les déclarations de candidatures seront reçues en Polynésie française par le représentant de l'Etat à partir du lendemain de la publication du présent décret et jusqu'au vendredi 11 mai 2012, à 18 heures (heure légale locale).

Par dérogation aux dispositions du premier alinéa, les déclarations de candidatures pour l'élection des députés des Français établis hors de France seront reçues au ministère de l'intérieur à partir du lundi 7 mai 2012 et jusqu'au vendredi 11 mai 2012, à 18 heures.

**Art. 3.** – L'élection aura lieu sur la base des listes électorales et des listes électorales consulaires arrêtées au 29 février 2012, sans préjudice de l'application des articles L. 11-2, L. 30 à L. 40, R. 17, R. 17-2 et R. 18 du code électoral et de l'article 9 de la loi organique du 31 janvier 1976 susvisée.

**Art. 4.** – Le scrutin sera ouvert à 8 heures et clos à 18 heures (heures légales locales), sous réserve de l'application éventuelle des deux derniers alinéas de l'article R. 41, de l'article R. 176-1-2, de l'article R. 208, de l'article R. 305 et de l'article R. 320 du code électoral. En aucun cas le scrutin ne pourra être clos après 20 heures (heure légale locale).

**Art. 5.** – Le second tour de scrutin, s'il est nécessaire d'y procéder, aura lieu selon les mêmes modalités le dimanche 17 juin 2012.

Par dérogation aux dispositions de l'alinéa précédent, le second tour de scrutin sera organisé le samedi 16 juin 2012 selon les mêmes modalités en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin, à Saint-Pierre-et-Miquelon, en Polynésie française et dans les ambassades et postes consulaires d'Amérique.

**Art. 6.** – Le ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères et européennes, le ministre de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration, la ministre auprès du ministre de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration, chargée de l'outre-mer, et le secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères et

européennes, chargé des Français de l'étranger, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

## Annexe 9 –Nombre de bulletins de vote, de professions de foi et d'affiches pouvant à imprimer

	Nombre d'électeurs	Nombre d'électeurs votant par correspondance	Nombre de bureaux de vote	Nombre de bulletins de vote à destination des électeurs	Nombre de bulletins de vote à destination des bureaux de vote	Nombre de professions de foi	Grandes affiches (1)	Petites affiches (2)
1ère circonscription	157 363	13 415	100	173 500	173 500	166 000	200	200
2ème circonscription	73 746	1 654	60	81 500	81 500	78 000	120	120
3ème circonscription	89 345	7 206	45	98 500	98 500	94 000	90	90
4ème circonscription	97 574	7 259	76	107 500	107 500	103 000	152	152
5ème circonscription	80 670	5 690	52	89 000	89 000	85 000	104	104
6ème circonscription	106 835	13 198	85	118 000	118 000	113 000	170	170
7ème circonscription	89 509	10 074	62	98 500	98 500	94 000	124	124
8ème circonscription	109 817	4 923	51	121 000	121 000	116 000	102	102
9ème circonscription	98 716	2 600	65	109 000	109 000	104 000	130	130
10ème circonscription	92 413	2 045	100	102 000	102 000	98 000	200	200
11ème circonscription	79 756	5 275	87	88 000	88 000	84 000	174	174

(1) Les candidats ont le droit d'imprimer deux grandes affiches identiques par panneau d'affichage, la seconde grande affiche étant prévue pour être apposée en cas de dégradation de la 1ère affiche.

(2) Les candidats ont le droit d'imprimer et de faire apposer deux petites affiches pour annoncer la tenue de réunions électorales

## **Annexe 10 –Arrêté du 4 mai 2012 fixant la date limite de remise des exemplaires imprimés des circulaires, des bulletins de vote et des affiches électorales par les candidats à l'élection de députés par les Français établis hors de France**

Le ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères et européennes, le ministre de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration et le secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères et européennes, chargé des Français de l'étranger, Vu le [code électoral](#), notamment ses articles L. 330-6, R. 36, R. 38, R. 174-1 et R. 174-2 ; Vu la [loi organique n° 76-97 du 31 janvier 1976](#) modifiée relative aux listes électorales consulaires et au vote des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République, notamment son article 7,

Arrêtent :

### **Article 1**

La date limite, prévue aux [articles R. 38 et R. 174-1 du code électoral](#), de remise à la commission électorale mentionnée à l'article L. 330-6 du même code des circulaires, des bulletins de vote et des affiches électorales des candidats est fixée au 17 mai 2012, à 12 heures (heure légale de Paris), pour le premier tour, et au 7 juin 2012, à 12 heures (heure légale de Paris), pour le second tour. La version électronique de la circulaire prévue à l'article R. 174-2 du même code est remise dans les mêmes délais. Les livraisons sont effectuées à compter du 15 mai 2012 pour le premier tour, et du 6 juin 2012 pour le second tour, de 8 h 30 à 17 heures (heures légales de Paris). Conformément à l'article R. 38 du même code, la commission électorale n'est pas tenue d'assurer l'envoi aux électeurs et aux ambassades et postes consulaires des documents remis postérieurement aux dates indiquées au premier alinéa.

### **Article 2**

Les bulletins de vote destinés à être disposés dans les bureaux vote sont livrés en nombre au moins égal à celui des électeurs inscrits dans la circonscription auprès de la société : SDV, 50-52, avenue Paul-Langevin, 91130 Ris-Orangis, France.

### **Article 3**

Les circulaires et les bulletins de vote destinés à être adressés à chaque électeur sont livrés en nombre au moins égal à celui des électeurs inscrits dans la circonscription auprès de la société : Koba, ZI de Vaux, 223, avenue du Tremblay, 60100 Creil, France.

### **Article 4**

Les affiches électorales imprimées en vue d'être apposées sur les emplacements prévus à l'[article L. 330-6 du code électoral](#) sont livrés auprès de la société :



SDV, 50-52, avenue Paul-Langevin, 91130 Ris-Orangis, France.  
Les affiches doivent être livrées à plat, sur palettes (80 × 120 ou 100 × 120 cm).

## **Article 5**

La version électronique de la circulaire est remise par courrier électronique (circulaires-legislatives.fae@diplomatie.gouv.fr) ou par courrier postal à l'adresse suivante : Secrétariat de la commission électorale, direction des Français à l'étranger et de l'administration consulaire, bureau MEN 029, 27, rue de la Convention, CS 91533, 75732 Paris Cedex 15, France.

## **Article 6**

Le directeur des Français à l'étranger et de l'administration consulaire au ministère des affaires étrangères et européennes et le directeur de la modernisation et de l'action territoriale au ministère de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.